

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION

433, Chemin des Matouses
84470 Châteauneuf-de-Gadagne

Références : :D-00466-2024/LRAR N°1A 204 774 9419 5
Code AIOT : 0006401556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION, implanté 433, Chemin des Matouses - 84470 Châteauneuf-de-Gadagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- 433, Chemin des Matouses - 84470 Châteauneuf-de-Gadagne
- Code AIOT : 0006401556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUNTORY exploite depuis 1965 une usine spécialisée dans la fabrication et la distribution de boissons non alcoolisées :

- boissons plates sans conservateurs aux fruits aromatisées (marques Oasis, Maytea, ...),
- boissons gazeuses carbonatées (marques Schweppes, Orangina, Gini, ...).

Les produits sont commercialisés auprès de la grande distribution ainsi qu'au niveau des circuits

café, hôtels et restaurants.

Les installations contrôlées lors de la visite du 18/06/2024 sont les installations de stockage (halle sud, structures souples A, B, C, D, E, F et G).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 4.3.11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Stockages couverts	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 71.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Hall Sud	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 71.2.3	/	Demande d'action corrective / Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois / 3 mois
5	Autres stockages	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 71.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas donné de suites satisfaisantes au constat d'écart formulé lors de la visite du 12/05/2023 concernant la qualité des eaux pluviales ruisselant sur le parking VL. En conséquence, l'Inspection propose au Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Concernant les locaux de stockages, il est attendu de la part de l'exploitant des actions correctives et des justificatifs, notamment sur le respect des dispositions constructives. Une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : Un mois à réception de la lettre préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>À la suite de la visite du 16/02/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place, sous un mois, un relevé à fréquence hebdomadaire du compteur AEP.</p> <p>L'exploitant a donné suite à la demande d'action corrective de l'Inspection (vu registre informatique du mois de juin 2024).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : un mois à réception de la lettre préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous définies : MEST : 35 mg/L; DCO : 125 mg/L; DBO5 : 30 mg/L; HCT : 10 mg/L</p>
Constats : <p>Le résultat du contrôle de la qualité des eaux de ruissellement sur le parking VL, réalisé le 21/06/2022, avait montré que la VLE pour le paramètre MEST était dépassée (150 mg/L). À l'issue de la visite du 12/05/2023, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de lui faire connaître, sous un mois, les actions prises ou prévues pour la mise en conformité du rejet d'eaux pluviales. L'exploitant avait indiqué par courriel du 19/06/2023 qu'un nouveau prélèvement allait être réalisé. Le 18/06/2024, l'exploitant indique qu'aucune nouvelle mesure n'a été réalisée à ce jour. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier un entretien récent du séparateur d'hydrocarbures.</p>

L'exploitant ne pouvant justifier un retour à la conformité sur le paramètre MEST, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions susvisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Stockages couverts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 71.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de produits finis répondant à la définition visée à l'article 71.2.1 du présent arrêté est limité à 7000 palettes pour l'ensemble des zones de stockage du site. Toute autre produit fini ne répondant pas à la définition visée à l'article 71.2.1 du présent arrêté ne peut être stocké sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des stocks de produits finis au 18/06/2024 : 4413 palettes. Cet état est conforme au nombre de palettes maximales admissibles en stock.</p> <p>Les produits finis entreposés sur site ne se limitent pas aux deux typologies de palettes visées dans la prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les boissons conditionnées en bouteilles PET sont présentes aux formats 1 L, 1,2 L et 1,5 L, en plus du conditionnement en bouteilles 2 L. • Les boissons conditionnées en canettes alu sont présentes aux formats 15 et 25 cL, en plus du conditionnement en canettes 33 cL. <p>Toute autre produit fini autre que ceux répondant à la définition visée à l'article 71.2.1 de l'AP du 30/12/2009 modifié ne peut être stocké sur le site car leur caractère incombustible n'a pas été testé.</p> <p>L'exploitant fera attester, au plus tard sous trois mois, que les conclusions des essais menés sur les palettes définies à l'article 71.2.1 de l'AP du 30/12/2009 modifié sont transposables aux autres types de palettes actuellement stockées sur site, ou fera réaliser les essais de caractérisation de la combustion des palettes non testées jusqu'à présent, par un organisme compétent.</p> <p>Dans le cas contraire, les palettes seront réputées combustibles ; l'exploitant devra analyser la situation de ces stockages au regard de la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Hall Sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 71.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose dans le hall sud de :</p>

- Une cellule Ouest de 2 430 m² dont seule la zone Nord-Ouest de 1100 m² est exploitée pour du stockage de préformes et bouchons (matières plastiques). Le reste de la cellule Ouest, d'une superficie de 1 330 m² est vide de tout stockage ou activité.
- Une cellule centrale de 2 260 m² réservée au stockage de produits finis répondant à la définition visée à l'article 71.2.1 du présent arrêté.
- Une cellule Est de 1 100 m² réservée au stockage de produits finis répondant à la définition visée à l'article 71.2.1 du présent arrêté.

Les murs séparatifs du hall Sud entre ces cellules sont REI 120 (sans dépassement de toiture). En outre, le mur Nord de la cellule Ouest dépasse la toiture de 1 m. Les portes entre cellules sont EI 120, avec ferme-porte automatique.

La Structure du bâtiment est R120.

Les murs extérieurs sont REI 120. Les portes donnant sur l'extérieur sont pare-flamme 1/2 h, avec ferme-porte automatique. Les cellules sont équipées d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle, dont la surface est supérieure à 2 % de la surface de la couverture. L'interdiction de fumer est affichée à l'entrée et à l'intérieur des locaux.

Constats :

Les stockages à l'intérieur des cellules de la halle sud sont conformes, sauf sur les points suivants :

- la cellule Ouest est également utilisée pour le stockage de meubles divers. L'exploitant précise que ce stockage est temporaire. **L'ensemble des stockages non prévus par la prescription contrôlée devront être évacués sous un mois au plus tard ;**
- les cellules Centre et Est sont utilisées pour entreposer des produits finis qui ne répondent pas tous aux critères visés à l'article 71.2.1 de l'AP du 30/12/2009 modifié (voir constat précédent).

Concernant les murs séparatifs de la halle Sud, de nouveaux cloisonnements ont été réalisés dans le bâtiment. L'Inspection n'a pas été en mesure de vérifier si les trois cellules de stockage sont isolées les unes des autres par des murs REI 120. D'autre part, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier le caractère EI 120 des portes entre cellules. L'inspection a constaté que le ferme-porte automatique d'une porte située dans la cellule Est est cassé.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant adressera à l'Inspection un plan de masse du bâtiment "halle sud" sur lequel il fera apparaître la résistance au feu de chaque cloison et de chaque porte entre cellules (les documents justificatifs de la résistance au feu seront joints à ce plan). Le cas échéant, il adressera à l'Inspection un calendrier des travaux nécessaires à réaliser pour se mettre en conformité.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant justifiera la réparation ou le changement du ferme-porte endommagé dans la cellule est.

Concernant la structure du bâtiment et les murs extérieurs, l'Inspection note que les deux "tours" qui se trouvaient en façade est du bâtiment ont été démolies. La démolition de la tour située dans l'angle nord-est a entraîné un effondrement partiel de la toiture. L'exploitant précise que les travaux de réparation du bâtiment ont pris en compte les exigences de résistance au feu prévues par la prescription contrôlée.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant justifiera la conformité des travaux réalisés dans le cadre de la démolition des deux tours.

L'Inspection a également constaté les points suivants :

- les murs extérieurs sont constitués d'un soubassement type béton, surmonté d'un mur de

- briques pleines ;
- plusieurs ouvertures en façade est ont été bouchées par des agglos. Toutefois, il apparaît que certains agglos ne sont pas correctement jointés, et que des ouvertures demeurent non bouchées ;
- la façade nord de la cellule Est comporte une ouverture de type portail qui a été obstruée par un bardage métallique, qui ne présente a priori pas une résistance au feu de type REI 120 ;
- la façade sud de la cellule ouest comporte plusieurs fenêtres vitrées, qui ne présente a priori pas une résistance au feu de type REI 120 .

Dans un délai de trois mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant justifiera la résistance au feu des murs extérieurs des cellules de stockage, ainsi que le caractère pare-flamme 1/2 heures de l'ensemble des portes et portails. Le cas échéant, il adressera à l'Inspection un calendrier des travaux nécessaires à réaliser pour se mettre en conformité.

Concernant les exutoires de fumée, l'Inspection constate que les cellules de stockages sont équipées d'ouvrants en façades et en toiture, à commande manuelle. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les commandes d'ouverture sont également automatisées.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant justifiera l'automatisation de l'ouverture des ouvrants de désenfumage, et la surface de couverture des ouvrants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois, 3 mois

N° 5 : Autres stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 71.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie

Prescription contrôlée :

Les structures A, B, C, D et F peuvent accueillir des produits finis répondant à la définition visée à l'article 71.2.1 du présent arrêté, dans la limite des surfaces occupées visées au schéma de l'article 71.2.2 du présent arrêté. La structure G accueille le stockage de canettes métalliques vides. La structure E accueille le stockage de matières premières cartons, dans la limite de 800 m².

Constats :

L'Inspection a constaté que le plan des stockages dans les structures A, B, C, D, E, F et G est respecté, sauf sur les points suivants :

- des palettes de produits non visées à l'article 71.2.1 de l'arrêté préfectoral sont entreposées (voir point de contrôle n°3) ;
- le stockage de matières premières cartons ne se limitent pas à la structure E. Environ 1/3 de la structure F adjacente est également utilisé pour l'entreposage de matières premières cartons. Quelques palettes de matières premières alimentaires sont également présentes. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks de matières premières cartons était de 479 palettes, soit moins de 500 m³. Le volume maximal admissible de 800 m³ demeure donc respecté, même si la surface d'entreposage dépasse les 800 m².

L'exploitant fera attester, au plus tard sous trois mois, que les conclusions des essais menées sur les palettes définies à l'article 7.1.2.1 de l'AP du 30/12/2009 modifié sont transposables aux autres palettes stockées sur site, ou fera réaliser les essais de caractérisation de la combustion des palettes non testées jusqu'à présent, par un organisme compétent.

Dans le cas contraire, les palettes seront réputées combustibles ; l'exploitant devra analyser la situation de ces stockages au regard de la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois